
ICANN78 | Réunion générale annuelle – Réunion conjointe : Conseil d'administration de l'ICANN et le NCSG
Mardi 24 octobre 2023 – 11h30 à 12h30 HAM

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : La session va débiter, vous pouvez débiter l'enregistrement.

Bonjour, bienvenue à la réunion commune entre le Conseil d'Administration de l'ICANN et le NCSG. Cette séance va être enregistrée et va viser à respecter les normes acceptées de comportement. Chaque intervenant doit se présenter et parler à un rythme modéré. C'est une discussion entre le Conseil d'Administration de l'ICANN et les membres du NCSG ; il n'y aura pas de questions du public.

Matthew, à vous la parole.

MATTHEW SHEARS : Merci. Bonjour à tous, je suis ravi de vous voir ici. Bienvenue à cette réunion commune du Conseil d'Administration de l'ICANN et du groupe des parties prenantes non commerciales.

Avant tout, quelques propos liminaires. Je donne la parole à Tripti Sinha.

TRIPTI SINHA : Merci Matthew. Nous sommes ravis de rencontrer le NCSG. C'est une occasion en or d'avoir un dialogue direct. Nous sommes très

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

enthousiastes à propos de ce dialogue. C'est un dialogue qui est toujours fructueux. Merci pour vos questions.

Matthew, à toi la parole, tu vas modérer cette discussion.

MATTHEW SHEARS :

Merci Tripti.

Dans un premier temps, nous allons passer en revue les questions que nous avons posées au NCSG. Puis, nous reviendrons aux questions qui nous ont été posées. Je donne la parole à Julf.

JULF HELSINGIUS :

Merci Tripti et merci Matthew de nous avoir donné la possibilité de modérer cette réunion. Je m'excuse auprès de Matthew pour ce processus de longue haleine pour le siège 14 du Conseil d'Administration. Comme à l'accoutumée, les choses durent plus longtemps que prévu lorsque l'on veut avoir un bon résultat et un bon consensus. Nous avons fini par trouver un consensus, mais cela a pris plus longtemps que prévu.

MATTHEW SHEARS :

Julf, je voulais dire à nouveau merci beaucoup. Quelle que soit la forme qu'a prise la procédure, je dois dire que c'est toujours un plaisir de collaborer avec le NCSG.

Nous pouvons dans un premier temps passer à la question que nous avons posée au NCSG. C'est une question en ligne avec le processus que nous suivons actuellement avec la communauté, c'est-à-dire

l'élaboration du futur plan stratégique pour l'exercice fiscal 2026-2030. Aparté, je vous encourage à participer aux sessions ouvertes de la communauté sur le plan stratégique et d'alimenter ces réflexions avec les vôtres.

La question que nous avons posée au NCSG est la suivante. En se tournant vers les trois à cinq prochaines années, quelles sont les questions stratégiques principales que l'ICANN et que l'écosystème de l'ICANN devraient traiter pour le plan stratégique de l'exercice fiscal 2026-2030 ? Et pourquoi ?

JULF HELSINGIUS :

Répondre à cette question, c'est réfléchir à la communauté dans son ensemble et aux défis qui sont les nôtres. Nous n'avons pas de réponse précise, mais nous avons réfléchi à nos préoccupations. Nous voulions les partager avec le Conseil d'Administration.

Nous avons toujours beaucoup parlé de l'ICANN, de la GNSO et de son historique. Au début de l'ICANN, le champ était très différent. Les gouvernements ne savaient pas quoi faire avec cet étrange objet qu'était l'Internet. Nous n'étions pas sur les radars, on fournissait des solutions connectivité, mais il n'y avait pas beaucoup plus que cela pour nos liens avec le gouvernement.

Actuellement, les gouvernements sont plus actifs pour ce qui est de la réglementation du contenu, mais également ils sont plus attentifs au rôle que peut jouer l'ICANN, notamment dans des enceintes comme celle des Nations unies. Il y a également des entreprises technologiques dominantes qui s'arrogent des grands pans de l'Internet et qui se

départent des normes et bâtissent leur propre univers au sein de l'Internet.

Nous tentons réellement de réfléchir à la pertinence au sein de cet écosystème. Nous n'avons pas de véritable réponse, mais je pense que c'est un élément que nous pouvons aborder ensemble.

MATTHEW SHEARS :

Merci Julf.

Y a-t-il des membres du Conseil d'Administration qui veulent réagir à cette question qui, en réalité, a été tournée vers nous ? Dans ce monde en évolution constante que Julf a décrit, quelle position doit adopter l'ICANN d'un point de vue stratégique ? Je peux tenter d'y apporter une réponse. Je ne veux pas répéter ce que j'ai dit lors de la session d'ouverture et vous encourager à participer.

Nous arrivons bientôt au terme de notre plan stratégique actuel et nous pouvons réfléchir à notre futur environnement de travail, à l'environnement au sein duquel nous allons évoluer pendant la période suivante. Je pense qu'il faut même regarder au-delà, un horizon de 10 ans et peut-être même plus long.

Il y a plusieurs axes actuels qu'il nous faut prendre en compte. Il y a un espace d'innovation qui est en évolution constante, avec des espaces de noms alternatifs, des nouveaux systèmes d'attribution de noms. Il y a de nouvelles approches gouvernementales pour ce qui est des questions réglementaires. Il y a des processus internationaux intergouvernementaux en matière de réglementation qui pourraient

façonner notre univers à l'avenir. Je pense qu'il y a différents axes qui vont nous occuper.

Et il y a d'autres questions principales que vous avez soumises, notamment la question de l'ESG et de l'environnement. Ce sont toutes des contributions que nous souhaitons recevoir. Je pourrais demander aux autres membres du Conseil d'Administration de prendre la parole. Sally ? Tripti peut-être ?

TRIPTI SINHA :

Merci Matthew.

Pour ce qui va nous toucher dans les cinq à 10 prochaines années et pour le réduire au mandat de l'ICANN, c'est-à-dire être l'organe qui cadre le système d'identificateurs uniques, il y a d'autres systèmes de nommage qui existent, mais nous sommes plus qu'une institution de nommage. Nous gérons ce système d'identificateurs uniques. Et ce système va croître pour accommoder le multilinguisme. Je pense que ce sont des facteurs qu'il faudra intégrer au prochain plan stratégique.

Les gouvernements veulent davantage de souveraineté désormais. L'Internet est un atout stratégique pour toute nation souveraine de par le monde. Comment les gouvernements vont traiter cette ressource, cet atout stratégique ? Il faut que les réglementations qui sont adoptées ne chamboulent pas toute la structure qui sous-tend cette architecture. Il faut que nous puissions élaborer un plan stratégique qui nous permettra de perdurer pendant les cinq à 10 prochaines années. Je pense que les menaces qui pèsent sur nous vont également changer à l'avenir et j'espère que tout cela sera pris en compte. Merci.

MATTHEW SHEARS : Merci Tripti.

Je vois qu'il y a d'autres personnes qui souhaitent prendre la parole. Julf, tu pourras prendre la parole après si tu le souhaites. Maarten puis Jim.

MAARTEN BOTTERMAN : Évidemment, ce que dit Tripti est juste. Il y a également le forum sur la gouvernance de l'Internet qui approche.

Lorsque nous avons réfléchi à l'avenir, deux éléments ont surnagé. La guerre, il y en a eu, il y en a et il y en aura et cela aura une incidence sur la façon dont nous interagissons les uns avec les autres. Comment réagir à cela ? Puis, il y a également les questions environnementales. Le monde ne brûle pas encore, mais nous n'en sommes pas loin. Il va falloir adopter une attitude à propos de cela. Nous, nous ne sommes pas là pour participer à des conflits armés ou pour sauver l'environnement. Mais il faut prendre cela en compte lorsque nous élaborons nos plans stratégiques. Comme Tripti l'a dit, nous sommes déterminés à accomplir notre mission car si nous allons au-delà de nos attributions, il se peut que nous échouions à faire ce que nous devons faire.

MATTHEW SHEARS : Edmon et Jim.

EDMON CHUNG :

Pour rebondir sur ce que Tripti a dit, j'aimerais que tu nous en dises un peu plus à propos des systèmes exclusifs que façonnent ces multinationales de l'Internet. Tu parles des réseaux sociaux, du multivers, de systèmes de nommage alternatifs ? Je pense que tout cela mérite davantage d'éclaircissements. Comme Tripti l'a dit, ce sont des éléments qui seront des défis d'avenir. Peut-être que l'on pourra avoir davantage d'éclaircissements. Quelle est la réponse stratégique à adopter au vu de ces défis ? On va également se tourner vers la communauté pour qu'ils alimentent nos réflexions.

JAMES GALVIN :

J'aimerais adopter une perspective technologique quant aux défis stratégiques. Parlons notamment de l'expansion de l'espace de noms.

Il y a des volets qui nous importent en tant qu'ICANN et il y a un volet en particulier qui nous importe, soit la présence croissante des espaces de noms alternatifs. On les qualifie d'alternatives car nous sommes le DNS et c'est tout simplement notre perspective. On a une vision d'« un monde, un Internet ». Ces autres espaces de noms ressemblent au DNS et ils ont une incidence sur nous. Il peut y avoir de la confusion, il peut y avoir une incidence sur l'expérience utilisateur. Il peut y avoir une incidence sur toute une série de technologies qui occupent notre espace. Il y a réellement une interaction ici qui mérite notre réflexion. Comment va-t-on interagir avec ces espaces de noms alternatifs ? L'Internet se fonde sur l'innovation. Je ne pense pas qu'il faille les exclure ou les entraver dans leur développement. Néanmoins, il faut que nous pensions à l'avenir de l'Internet et de quoi il sera fait car ces

questions vont se multiplier et il y aura davantage de confusion qui en résultera.

MATTHEW SHEARS : Vous avez beaucoup entendu le Conseil d'Administration réagir à sa propre question. Maintenant, vous pourriez peut-être réagir. Julf, à toi la parole.

JULF HELSINGIUS : Stephanie, je vais te laisser répondre en premier, mais je vais dans un premier temps faire un bref commentaire.

Il faut réfléchir ensemble aux solutions à ce problème. Et en tant que représentants de la société civile, nous ferons tout notre possible. Nos membres sont très divers d'un point de vue géographique et culturel. On a beaucoup de problèmes liés aux frontières, beaucoup plus que d'autres entités de l'organisation.

STEPHANIE PERRIN : Nous avons parfois un peu de mal à suivre cet exercice de planification stratégique. Comme Julf le disait, il y a eu ce 20^{ème} anniversaire. On a parlé de nous-mêmes, mais nous n'avons pas parlé du fait que tout est désormais sur l'Internet. À l'ICANN, nous avons avalisé un processus d'évaluation d'incidents sur les droits humains et je viens d'une session ce matin où nous avons parlé de la reprise du .uk par la Russie pendant le conflit. Je ne savais pas que cela se produisait également en Afghanistan, qu'il y avait différentes reprises.

Tout ce qui figure sur l'Internet est un atout. Reprendre un nom de domaine, c'est un acte de guerre. Ce n'est pas un fait de nerds qui agissent depuis leur salon. L'ICANN ne peut pas se mêler à la géopolitique, mais en même temps, l'ICANN doit endosser une certaine responsabilité. Il s'agit de gérer ce qui se produit avec les noms de domaine. Si nous pouvions utiliser cette évaluation d'impact sur les droits de l'homme, ce serait une bonne chose. Il faudrait avoir cette possibilité car on ne peut pas simplement gérer cet écosystème et n'avoir cure de ce qui se produit avec cet écosystème. Je ne pense pas que les Nations unies vont intervenir rapidement sur ce point et je ne pense pas qu'il faut les laisser intervenir car stratégiquement, ce serait une erreur de la part de l'ICANN. Je ne pense pas que je réponde à une question ici, mais pensons à l'évaluation d'impact sur les droits humains car il se passe des choses. Merci. Ce serait intéressant si ce serait .uk, peut-être Irlande ou autre je ne sais pas.

SALLY COSTERTON :

Merci. Très brièvement. Je suis sûre que mes collègues vont vouloir faire des commentaires aussi parce que vous avez soulevé quelque chose de très important. Vous avez posé une question très importante. D'abord, merci d'avoir souligné que c'était .ukraine et .uk. Merci d'avoir corrigé, j'ai pensé « Ah bon, la Russie s'est emparée de .uk ? » Non, c'est .ukraine. Je me suis calmée, je reviens à un rythme cardiaque normal. On n'a jamais considéré que ce n'était pas important.

La question de la révision de l'impact sur les droits humains est une question importante et on en a parlé ces dernières années. D'autres dans le groupe considèrent que c'est très important. Il y a eu les

recommandations de la piste de travail 2 après la transition des fonctions IANA et la communauté et l'organisation ont commencé à utiliser les outils de révision de l'impact sur les droits humains pour une série de choses.

L'organisation, donc le personnel ICANN, allait commanditer une étude d'impact sur une série limitée d'activités. Je sais qu'il y avait une approche opérationnelle uniquement, sur l'organisation des réunions par exemple. L'idée était de mettre à l'essai cette idée, pourquoi ne pas mettre en place un cadre spécifique, etc.

Depuis qu'on a fait cela, ce qui remonte à quelques années maintenant, avant la pandémie – excusez-moi, je pense toujours entre avant la pandémie et après la pandémie –, on a vu des discussions assez fréquentes au sein de la communauté pour voir « D'accord, mais qu'est-ce qu'on connaît maintenant grâce à cette révision d'impact sur les droits humains qu'on ne connaissait pas auparavant ? » Et on n'a pas, nous collectivement en tant que communauté, dit : « On devrait faire ceci ou cela en utilisant ces études d'impact. » Ceci a été fait de manière assez limitée. Il s'agissait de faire un test de faisabilité. Mais quel est le risque pour l'ICANN par rapport à l'accaparement des noms de domaine ? C'est cela, la grande question.

AVRI DORIA :

Je pense que cette première étude d'impact est une bonne chose. Ce qui s'est également passé, c'est que peut-être que l'ICANN au sens large – et je crois que c'était la NCSG, c'était peut-être le NCUC – en tout cas une partie de la NCSG a fait un travail extraordinaire sur l'impact sur les

droits humains dans l'un des PDP. Je crois que c'était celui qui est intervenu avant les SubPro, j'ai oublié lequel c'était, d'ailleurs. On a fait une étude sur l'un des PDP. C'était lequel ? Celui qu'on n'a jamais accepté, qu'on a tué dans l'œuf et maintenant, on fait le RDRS. Je ne me rappelle plus l'intitulé exact de ce PDP. Dans ce cas-là, ils ont fait un excellent travail et non seulement cela, mais ils ont fait une cartographie de ce qu'une évaluation d'impact sur les droits humains serait pour un PDP.

Au sein du NCSG, il y a deux personnes en particulier qui ont fait quelque chose d'extraordinaire, mais ces deux personnes uniquement ne pouvaient pas à elles seules réaliser cette tâche énorme. Il faudrait voir comment aborder cette question de l'étude d'impact sur les droits humains pour aller plus loin. Il y a un modèle qui existe et d'ailleurs, c'est dans tous nos dossiers. Il s'agit d'aller le chercher. C'est un travail extraordinaire que j'aimerais qui se répète pour d'autres PDP.

SALLY COSTERTON :

J'ai mon équipe qui vient de m'envoyer un commentaire très intéressant. Mais vous avez raison d'ailleurs, Avri.

Le cadre d'interprétation développé par la communauté offre une bonne base de référence pour les décisions et discussions au sein de la communauté. Et nous, mon équipe, attendons des orientations de la communauté sur cette question et sur toutes les questions connexes. Donc, je pense que c'est très encourageant.

Ce qu'on entend, c'est que tout du moins nous avons trois moyens de nous pencher de nouveau sur cette question, cadre d'interprétation,

étude pilote pour le cas d'interprétation et l'étude dont parlait Avri à l'instant ; trois choses intéressantes qu'on a déjà faites. La grande question, c'est qu'on a peut-être déjà les outils nécessaires pour aborder cette question.

MATTHEW SHEARS : Merci Sally. Merci à tous.

Edmon rapidement.

EDMON CHUNG : Très brièvement, deux choses que j'aimerais ajouter.

L'une, je pense qu'au Conseil d'Administration, on parle de l'intérêt public mondial et de son cadre. Ce que ceci nous a permis, c'est de prendre en considération les aspects liés aux droits humains et les intégrer dans les statuts constitutifs. Mais avant cela – et c'est lié à l'aspect géopolitique dont on parlait à l'instant –, cela rejoint la conversation qu'on a eue ce matin avec le CSG, le groupe des représentants des entités commerciales. C'est quelque chose que le Conseil d'Administration doit considérer de manière plus proactive que ce qu'il a fait par le passé en étant trop réactif.

MATTHEW SHEARS : Merci Edmon.

Je pense qu'on devrait passer aux autres questions. Julf, vous voulez les présenter ?

JULF HELSINGIUS : Oui, je vais céder la parole à Bruna pour la première question. Bruna, allez-y.

BRUNA SANTOS : Bonjour, Bruna Santos, membre du conseil de la NCSG.

La première question porte sur le SMSI+20, l'une des principales thématiques de cette semaine. Le processus va s'achever en 2025, année décisive en termes de gouvernance internationale par rapport au sommet sur le futur et l'examen du SMSI+20. Il y a beaucoup de gens dans notre organisation et dans l'organisation ICANN qui semblent penser que les résultats pourraient potentiellement porter atteinte à la mission de l'ICANN et avoir de nouveau à tomber dans cette tendance d'ignorer une partie de la communauté.

Pour la discussion plus large sur le sommet sur l'avenir et l'examen SMSI+20, la question est de savoir : comment pensez-vous défendre l'ICANN de cet impact potentiel et comment est-ce que la communauté peut soutenir et renforcer ces efforts ? Merci.

MATTHEW SHEARS : Tripti, vous voulez commencer ?

TRIPTI SINHA : Merci de cette question. Le SMSI+20, c'est au cœur de nos discussions, on en a beaucoup parlé. J'aimerais revenir un peu en arrière.

En 2003 puis ratifié en 2005, l'agenda de Tunis stipulait en gros que l'organe multipartite était l'organe le mieux placé pour être impliqué dans les discussions autour de la gouvernance de l'Internet. Une promesse a été faite de faire une révision à 10 ans, donc révision en 2015 qui a réaffirmé ce point de vue, puis deuxième révision qui arrive en 2025, 20 ans après.

Dans les discussions en cours dans les différents organes, il est question de multilatéralisme qui serait la meilleure solution par rapport au modèle multipartite. Il y a quelques semaines, il y a eu une grande réunion du FGI à Kyoto et il y a eu beaucoup de réunions locales. Plusieurs membres du Conseil d'Administration y ont participé. Becky a été à la réunion du FGI à Taïwan ainsi qu'Edmon. Moi, j'ai été invité au FGI canadien et il y a eu une grande délégation de l'ICANN qui a inclus 10 membres du Conseil d'Administration et 18 membres du personnel qui ont été à Kyoto. Lors du FGI, il y a eu un énorme soutien vis-à-vis du modèle multipartite. On a eu énormément de réunions bilatérales avec beaucoup de représentants ministériels de nombreux pays et c'était presque trop beau à voir. D'ailleurs, quelqu'un m'a dit : « Pourquoi on est tous fondamentalement d'accord ? »

On avait l'impression de rêver un petit peu parce qu'il y avait toutes ces discussions pour avancer vers le multilatéralisme, mais il y avait tellement de personnes qui étaient sur la même longueur d'onde et qui défendaient une gestion d'une gouvernance de l'Internet multipartite. Mais la grande question, c'est : qu'est-ce que cela veut dire ? Lorsque l'on parle à l'ICANN des aspects techniques qui sous-tendent l'infrastructure de l'Internet, il y a un consensus général qui consiste à

dire qu'il n'y a aucun autre moyen de gérer l'Internet qu'en utilisant les modalités du modèle multipartite.

On est partis en se sentant revigorés par le FGI. Mais il ne faut pas pour autant nous reposer sur nos lauriers parce qu'il y a l'examen en 2025 qui arrive. On en a fait une priorité pour le Conseil d'Administration en soi ainsi que pour la PDG. C'est devenu l'un des objectifs pour la PDG en 2024. D'ailleurs, j'aimerais que Sally nous en parle un peu plus. Mais je dirais qu'on se sent assez bien.

La question que vous posez, « défendre », je ne pense pas que ce soit le bon mot. Il ne s'agit pas de défendre une position. Il faut se défendre en faisant ce qu'on fait et en le faisant très bien. Comment la communauté peut nous aider ? On continue à faire ce qu'on fait, c'est-à-dire que s'il y a un effort pour s'acheminer vers le multilatéralisme, n'oublions pas, qu'est-ce que veut dire multilatéralisme ? Cela veut dire que tous les autres ne sont pas autour de la table. Qui est autour de la table ? Les gouvernements et pour moi, c'est une erreur.

Sally.

SALLY COSTERTON :

Il y a beaucoup de choses dans cette question. Le point de vue du Conseil d'Administration est très stratégique et la question, c'est s'il se passe cela, que va-t-il se passer ? Comme l'a dit Tripti, il y a un consensus assez large là-dessus. Vous et moi, on parle très régulièrement et je parle avec les autres présidents des SO et AC et on parle tous de la même chose. Au sein de la communauté ICANN, j'entends des points de vue tout à fait convergents. On a un modèle

protégé, il faut être proactifs. On a une date butoir. On a eu cette même conversation avec la ccNSO il y a juste 30 minutes.

Donc, que fait-on à partir de là ? Comme Tripti l'a dit, je recommande au Conseil d'Administration, qui m'a énormément soutenue, d'en faire un objectif pour la PDG. Cela fait des années qu'on suit cela. On a l'équipe GE qui suit l'agenda de l'ONU, qui se [dit] à New York, etc. La réunion du GAC sur les mises à jour géopolitiques nous montre bien l'interaction à ce niveau-là. D'accord, mais ce qu'on sait et ce qui est convenu au niveau collectif, c'est qu'il ne s'agit pas simplement d'un événement. C'est ce que vous disiez aussi. Ce n'est pas comme une élection par exemple où vous dites : « L'élection a lieu à telle date et tout est conditionné par cette date. » Non. Là effectivement, on a une date butoir, mais il y a une série de jalons importants qu'on connaît déjà qui dépendent de l'ONU et il y en a d'autres qui sont en train de s'y joindre. C'est le problème qu'on essaie de régler.

Ce que je peux vous dire aussi, c'est que l'une des raisons pour lesquelles je voulais que cette question devienne un objectif de la PDG, c'est que beaucoup de personnes dans la communauté m'ont posé cette même question dès que j'ai pris mes fonctions de PDG intérimaire, à savoir si je suis au courant de cette question et comment je compte la régler. Les gens qui ne sont pas d'accord avec notre position ne me parlent pas de toute évidence, parce que tous ceux qui me parlent sont sur la même longueur d'onde que moi. Pourquoi ? On l'a dit à la réunion précédente de la ccNSO, c'est que de manière collective, on doit passer de l'engagement à la communication « je vous dis ce que je sais, vous me dites ce que vous faites » au plaidoyer, c'est-à-dire faire campagne.

C'est le premier changement. Collectivement, quel que soit le nous, nous devons passer à un mode campagne et pour ce faire, j'ai besoin de modifier la manière dont les ressources sont mobilisées. Premièrement.

Ceci m'amène à mettre en place une équipe intersectorielle. Non pas avoir plusieurs équipes, mais étendre cela. Et pour que vous le sachiez parce que c'est une décision déjà prise, on a besoin de coordonner cela avec moi et avec les autres principaux responsables, notamment la communication. Donc, on est en train de mettre en place une équipe de projet et ici même, on est en train d'apporter les dernières touches à la création de cette équipe. Ensuite, on doit dire quelle est la fonction de cette équipe et il faut mettre en place un cadre d'engagement simple. À ce moment-là, on présentera cela à la communauté en disant : « Voilà ce que l'on pense qu'on devrait faire collectivement. Dites-nous ce que vous en pensez » et ensuite, en parallèle, je dirais : « Voilà les ressources qui vont être allouées. Voilà les ressources de l'ICANN qui seront utilisées et voilà toutes les personnes qui vont participer. » Là, vous pensez au sein de la communauté ICANN, au sein de la communauté technique et ça, c'est tout le reste parce qu'il y a encore beaucoup de gens autour.

C'est un bus en mouvement. Amenez des gens dans ce bus. Et il faut être coordonnés parce que sinon, ça va être le chaos s'il faut se mettre d'accord. Moi, en tant que PDG, je dois travailler avec le Conseil d'Administration pour s'assurer qu'on fait bien les choses et qu'on ne s'engage pas de manière excessive et qu'on a l'impression que l'ICANN va sauver le monde et agit seul. Non, il faut être efficace, pour faire du

plaidoyer, rassembler toutes les voix. Il y a plusieurs groupes gouvernementaux qui font déjà cela.

Je pense qu'il s'agit davantage d'une approche qui prendrait une forme de coalition, comme ce que nous avons fait en Afrique par exemple. Mais au lieu d'avoir au centre le secrétariat qui galope, il nous faudrait une véritable équipe qui chapeaute tout cela.

Enfin, j'ai une dernière observation. Il nous faudra également du soutien externe. On ne pourra pas faire tout cela sans soutien externe, sous différentes formes. En ce moment même, je me penche sur ce que nous pouvons faire, quelles sont nos ressources. Xavier et moi nous collaborons : qu'est-ce qu'il y a dans le budget ? Qu'est-ce que nous pouvons faire ? Comment faire en sorte d'être prêts ? Je sais qu'il y a beaucoup de détails, mais je sais que c'est une question vraiment cruciale pour vous. On nous pose beaucoup cette question lors de cette réunion. Xavier a entendu son nom et il s'est matérialisé, comme un tour de magie. Je pense qu'en tant que communauté il faut vraiment être très clair et que l'on dise la même chose. Merci.

MATTHEW SHEARS :

Merci Sally. Oui, c'est une priorité pour nous.

Peut-être qu'il y a des membres du Conseil d'Administration qui ont été à l'IGF qui veulent prendre la parole. Je vois que Maarten souhaite prendre la parole.

MAARTEN BOTTERMAN : Il y a eu beaucoup de choses importantes dites. Il ne faut pas que vous cessiez d'interagir.

Tripti a mentionné de nombreux forums sur la gouvernance internet régionaux et parfois, l'on voit que l'ICANN y envoie des représentants et c'est une bonne chose. L'IGF, c'est plus qu'un simple grand raout annuel. Hier, pendant la fête organisée par nos amis allemands, Tripti a présenté le ministre et a dit clairement qu'il avait des alliés. Il faut garder cela à l'esprit. La conclusion que Vint Cerf a tiré de tout cela, c'était que c'était le type d'Internet que l'on voulait bâtir. Mais une fois qu'on a identifié le type d'internet que l'on voulait bâtir, il faudra y travailler car si l'on n'y travaille pas, on aura l'Internet qu'on mérite et peut-être qu'on ne va pas trop aimer cela. Mais nous avons réellement un engagement de tous les jours de notre part pour cela et nous allons vous soutenir afin que vous puissiez agir selon votre mandat.

AVRI DORIA : Je veux rebondir sur ce qu'a dit Tripti à propos de l'IGF. Je me demandais toujours ce qui allait se produire par la suite. Effectivement, la plupart des voix défendaient le modèle multipartite, défendaient la gouvernance de l'Internet. Mais il y a quelques voix isolées qui ont été assez téméraires pour évoquer ce que le modèle multipartite ne faisait pas pour eux, pour leur pays et ce que le multilatéralisme pourrait potentiellement faire.

Je pense qu'il faut faire du plaidoyer, mais également écouter ces voix dissonantes. Ce sont souvent des voix de la société civile qui disent « Cela a l'air super. » D'ailleurs, on a pu l'entendre également dans la

conversation lors du CSG un peu plus tôt, la société civile nous dit parfois : « Ce que vous nous dites est excellent sur le papier, mais je n'en vois pas les résultats. » C'est lorsqu'ils verront ces promesses se matérialiser qu'ils pourront y croire.

Donc, il y a des voix qui s'élèvent et à l'IGF, il fallait du courage pour dire que le multipartisme était excellent mais qu'il avait encore des promesses à tenir. Et ces voix existent.

MATTHEW SHEARS : Stephanie, tu voulais prendre la parole ?

STEPHANIE PERRIN : Désolée de reprendre la parole.

Les divisions gouvernementales qui participaient au Forum sur la gouvernance de l'Internet sont souvent les autorités qui gèrent les questions techniques et pas les autorités fiscales notamment. Il y a assurément des préoccupations qui occupent nos gouvernements et je pense que nous sommes un peu à une croisée des chemins.

Récemment, Sébastien Ducos a dit lors d'une réunion que les techniciens ont souvent du mal à défendre leur position. Parfois, on est un peu en retard. Je vais comparer cela aux gouvernements. Les gouvernements sont encore plus longs. Nous parvenons toutefois à avoir des compromis, mais on ne communique pas à propos de la difficulté de ces accomplissements. Les ingénieurs parlent de ce qu'ils solutionnent, mais ils ne parlent pas de la difficulté de leurs tâches et je pense qu'il faut davantage parler de nos succès.

L'autre point que je voulais évoquer, c'est le suivant. Si vous souhaitez fermer la porte à la participation de la société civile, organisez la réunion en Arabie Saoudite car beaucoup d'entre nous ne viendront pas pour un certain nombre de raisons. Je pense qu'il faut garder cela à l'esprit. Il faut que la société civile soit présente autour de la table lorsque l'on parle d'Internet, un véritable pilier de la civilisation. Organiser une réunion de l'ICANN dans un pays comme l'Arabie Saoudite serait un mauvais message.

MATTHEW SHEARS :

Merci Stephanie.

Je donne la parole aux orateurs suivants.

EDMON CHUNG :

Je suis d'accord avec ce qu'a dit Avri. Mais à l'instar de ce que Tripti a dit, chacun loue le modèle multipartite, mais nous le savons tous, l'interprétation de ce modèle peut diverger. Je pense que dans le cadre de notre plaidoyer, nous devons expliquer ce que l'on entend par ce modèle multipartite, qu'il s'agit d'un modèle axé sur le consensus pour alimenter la prise de décision et que c'est une partie intégrante de ce modèle multipartite. Je pense que l'équipe de Sally et le Conseil d'Administration sont tout à fait conscients de l'importance de faire valoir cela.

MATTHEW SHEARS :

Merci Edmon.

Bruna.

BRUNA SANTOS :

J'aime l'idée d'une campagne en tant que personne qui mène des activités de plaidoyer, mais c'est une approche double ici, car parfois ces positions peuvent sembler être exprimées à partir d'une tour d'ivoire. Je pense qu'il faut convaincre la communauté de l'importance de ce sujet. Il y a du travail sur la matière.

Il y a eu une réunion de la ccNSO et de la GNSO sur l'incidence que cela pourrait avoir sur la communauté de l'ICANN. Donc, il y a des travaux internes à réaliser. Et pour ce qui est de la campagne, nous sommes également là pour vous aider. Merci.

MATTHEW SHEARS :

Merci Bruna.

Au SMSI à Tunis en 2005, la communauté technique, pour parler largement, avait également [inaudible] parmi eux d'autres organisations de la société civile qui ne sont pas impliquées dans ces sujets actuellement. Mais ces parties prenantes pourraient participer à cette future campagne.

Leon.

LEON SANCHEZ :

J'aimerais me concentrer sur ce que peut faire la communauté pour renforcer ces efforts. Dans nos pays, nous savons qui sont les différentes parties prenantes pour notamment ceux qui gèrent les

extensions géographiques, qui gèrent tel ou tel sujet au sein de l'ICANN. Il y a un certain nombre d'éléments qui n'ont pas directement trait à la gouvernance de l'Internet. Il faudra sensibiliser ces individus à la gouvernance de l'Internet, au modèle multipartite. Il faudra défendre ce modèle multipartite au niveau local.

Nous savons qu'il y a des gouvernements qui tout simplement ne peuvent pas défendre ce dont ils n'ont pas conscience. Et je pense qu'il faut que nous renforçons nos efforts en la matière. L'ICANN fait beaucoup pour engager les parties prenantes, mais il faut reconnaître que les ressources auxquelles ils ont accès sont limitées et ils sont limités par leurs moyens. En ce sens, notre communauté est un atout supplémentaire dont l'ICANN peut tirer parti pour tendre la main à nos gouvernements pour renforcer l'approche multipartite et expliquer pourquoi cette approche multipartite est essentielle, utile et pourquoi les gouvernements devraient se joindre à nous pour défendre également cette approche.

MATTHEW SHEARS :

Merci.

Je vais donner la parole à Benjamin.

BENKAMIN AKINMOYEJE :

J'ai réitéré cela lorsque j'ai parlé à Sally. L'approche multipartite est une passion pour nous. Il fallait avoir les outils pour défendre cette approche.

Que faisons-nous ? Nous tentions d'être vraiment présents et actifs à l'IGF. Nous avons les ressources mais pas suffisamment de temps pour déployer ces ressources. Je voulais dire à la communauté de l'ICANN que ce sont des travaux importants que nous réalisons et il faut les ressources et le temps pour défendre le modèle multipartite. Il faut encourager la défense de ce modèle. Des choses très terre à terre comme le calendrier ou les budgets ne devraient pas entraver la défense du modèle multipartite. Pour nous, c'est la seule solution, cette approche multipartite, et l'ICANN devrait nous aider à défendre cela.

MATTHEW SHEARS :

Merci Benjamin.

Julf.

JULF HELSINGIUS :

Pour ce qui est de la durabilité, c'est de plus en plus important. Excusez-moi, je ne suis pas de langue maternelle anglaise.

STEPHANIE PERRIN :

Sur la question de la durabilité, il n'y a pas un point de vue universel forcément là-dessus, mais on a le sentiment, en tout cas pour plusieurs d'entre nous, qu'il est temps d'avoir une approche un peu plus nuancée par rapport aux déplacements et réunions. Les déplacements, c'est difficile pour beaucoup d'entre nous qui viennent de pays où il est difficile d'obtenir un visa.

Et depuis qu'on a atterri dans l'univers Zoom, on n'a pas beaucoup exploré la question des régionaux. Cela nous permettrait d'économiser beaucoup d'argent, d'atténuer notre empreinte carbone et d'améliorer le travail dans les régions. Parce que très souvent, lorsqu'on vient à nos réunions, on fait du réseautage au niveau des hubs régionaux de toute façon. Évidemment, il faut continuer à pouvoir se voir régulièrement parce que comme cela vient d'être dit, pour que ce modèle multipartite fonctionne, on a besoin de confiance.

Oui, c'était important d'avoir ces grandes réunions ou promouvoir la confiance et les rencontres entre les différents groupes. Mais est-ce qu'on pourrait se concentrer davantage sur l'aspect environnemental et se réunir au niveau local ? Est-ce qu'on pourrait faire cela, surtout si on travaille sur une campagne ? Ce serait opportun, je pense.

SALLY COSTERTON :

Est-ce que je peux en parler ? Parce que je vais faire le lien également avec l'objectif pour la PDG en termes de durabilité.

C'est très intéressant. C'est une question qui est restée sans réponse depuis longtemps. On s'est toujours penchés sur cette question à l'ICANN. La dernière fois qu'on a utilisé un hub régional – et je sais que je vais me tromper sur la date –, c'est la réunion de Nairobi, bien avant que j'assume mes fonctions à l'ICANN. Il y a eu un incident terroriste sur le terrain, il me semble que c'était à Nairobi, et la communauté a réagi très rapidement en disant : « Ce n'est pas sûr pour nous qu'on aille jusqu'à Nairobi. » Et on a mis en place des hubs : il y avait un groupe à Washington, etc. C'est ça l'idée, c'est ce dont vous parlez. C'est la

dernière fois qu'on a fait cela de manière présentielle, c'est la seule fois d'ailleurs.

En fait, il y a deux aspects sur cette question. Mais je vais vous donner plus de contexte. Au niveau plus stratégique, l'ICANN doit analyser l'aspect stratégique des trois grandes réunions. Les trois grandes conférences sont déterminées par la politique communautaire créée en 2003 et mise à jour en 2016. On a une politique qui est mise en place par la communauté. Et l'un des éléments clés, c'est qu'il y a une rotation entre les régions.

Lorsqu'on a présenté cette politique et j'y ai participé, on s'est penché sur cette question : est-ce qu'on devrait avoir des réunions régionales ICANN ? Cela a donné lieu à des discussions très longues qui ont duré pendant des années. Mais après la COVID-19 – et d'ailleurs, la première conclusion, c'est qu'on ne devrait pas se diviser parce que peut-être qu'on va se désagréger et on ne va pas pouvoir se réunir de nouveau.

Avec la COVID-19, les choses ont changé de manière drastique. En plus de cela, il y a eu une croissance énorme dans nos régions au niveau régional puisqu'on a le forum DNS, on a les réunions techniques, on a les réunions des parties prenantes régionales, des groupes des représentants des entités régionales, etc. Tout cela, avec la pandémie, on ne pouvait pas aller de manière présentielle à toutes ces réunions. On l'a fait en ligne.

On a créé une meilleure pratique qui existe maintenant. Et j'ai un membre de mon équipe que j'ai chargé de regarder de plus près quelle

devrait être notre stratégie de réunion. Voilà pour les conclusions et vous aurez plus d'informations par la suite.

Ensuite, est-ce qu'on devrait avoir des hubs régionaux pour les réunions ICANN ? Je pense que c'est la bonne manière de réintroduire cette question dans le cadre de cette réflexion sur les réunions au niveau international. Là, je dirai quelque chose. Le problème est le suivant – et j'espère qu'on va pouvoir le régler. Mais je vais vous expliquer pourquoi ce problème se pose à chaque fois.

Les fuseaux horaires. Je ne suis pas en train de dire, Stephanie, que cela va être un problème, mais ceci semble être une très bonne idée. Pourquoi ne pas le faire et utiliser les bureaux de l'ICANN pour le faire ? Oui, c'est une bonne idée effectivement ; pendant la COVID-19, regardez ce qui s'est passé. Dans les lieux où on a pu réunir les gens, on a pu créer des bulles sûres dans les régions pour réunir les gens. Le gros problème qu'on a eu, ce qui ne veut pas dire qu'on ne va pas pouvoir le surmonter, c'est que si vous avez une réunion ici à Hambourg et vous mettez un hub à Los Angeles ou à Singapour, les points les plus distants de la planète, vous demandez aux membres de votre communauté de travailler pendant toute la nuit. Vous devez les prendre en charge, les alimenter, les loger, etc. On l'a fait. Je ne veux pas en parler plus, mais Stephanie a posé la question, donc je voulais donner tout ce contexte.

S'agissant de la question du développement durable, maintenant, on a l'objectif de la PDG sur le développement durable parce que cela a une incidence sur cette question. Vous avez tout à fait raison. Lorsqu'on dit « Comment peut-on faire les choses différemment ? », ce qu'on va faire au titre de l'objectif de la PDG, pour être clair parce que je pense que

ceci peut prêter à confusion, la première chose qu'on a dite, il faut que ce soit un objectif de la PDG. Cela n'a jamais été le cas auparavant, mais il est temps de le faire.

Quel devrait être cet objectif ? Il s'agit de créer une approche complète sur la manière dont on met en œuvre des stratégies liées au développement durable. Les résultats escomptés, ce ne sont pas la stratégie elle-même mais l'amélioration de la stratégie. Par exemple, cela fait partie du travail de cette année. Mettons tout sur la table avec toutes les choses auxquelles il faut réfléchir, empreinte carbone, etc. Également, le temps, le temps passé dans les déplacements, la possibilité de réduire notre empreinte carbone. Il est important qu'on sache ce qu'on fait pour toute la communauté.

Pour la prochaine période, on va faire une planification interne au niveau de la communauté. Et à mesure qu'on avance, il faudra revenir vers tous les groupes communautaires. D'ailleurs, sur mon téléphone, je viens de recevoir un message d'un de ces représentants qui m'a demandé de me réunir avec lui cette semaine. Il y a beaucoup de parties de la communauté qui sont actives sur toute cette question. Il s'agit d'un effort collaboratif, mais clairement, il faut pouvoir débloquer des ressources pour cela, sinon on ne va pas avancer.

J'espère que tout ce que je viens de vous dire est utile et j'espère que vous allez pouvoir avoir plus d'éléments de réponse par rapport à cette question des hubs.

STEPHANIE PERRIN : Vous y avez très certainement réfléchi, mais ma réponse à la question des fuseaux horaires, les gens qui sont de l'autre côté de la planète et qui vont devoir se réveiller en pleine nuit, justement, ces personnes vous les faites venir en présentiel à la réunion et ce sont les personnes qui sont sur place ou sur le même fuseau horaire qui ne viennent pas à la réunion. Cela va peut-être sensibiliser un peu plus les gens qui ne sont pas habitués à se réveiller à 1 h 00 du matin pour participer aux réunions ou aux téléconférences sur les PDP.

MATTHEW SHEARS : Maarten, Kathy, si vous pouvez être brefs, on n'a plus beaucoup de temps.

MAARTEN BOTTERMAN : Merci. J'aimerais intervenir là-dessus parce qu'il est clair que l'écologie est importante pour nous et ceci concerne tout le monde. Il y a trois aspects.

L'Internet que nous soutenons va nous aider à lutter contre cette menace écologique et à atteindre les ODD et ceci doit être fait de la manière la plus écologique possible. Vous voyez que l'IETF commence déjà à en parler, commence à s'organiser d'un point de vue technique pour y parvenir.

Ensuite, on a l'aspect opérationnel, l'organisation ICANN et comment on travaille. Et là, vous pouvez mesurer ce qui se produit et voir ce qui fait la différence, parce que vous pouvez imaginer que certaines choses font la différence, mais ce n'est pas forcément le cas.

Ensuite, comme l'a bien expliqué Stephanie, la communauté peut s'organiser de manière différente. Mais nous avons une mission mondiale et nous avons besoin de protéger une compréhension mondiale. Comment le faisons-nous de manière efficace ? Ce n'est pas quelque chose que moi-même ou vous-même vous pouvez définir ; c'est quelque chose que la communauté ascendante doit définir de manière collective.

Autre chose, il faut pouvoir éclairer cette discussion. C'est ce dont est chargée Sally.

KATHY KLEIMAN :

Tout d'abord, question à Sally et Tripti, et j'anticipe déjà ce qu'allait dire Julf. Il y a encore des questions importantes qu'on n'a pas abordées. Peut-être qu'on pourrait demander une réponse par écrit, notamment au soutien aux candidats.

S'agissant des fuseaux horaires, merci Stephanie et merci Sally d'en avoir parlé. Il y a un précédent là-dessus. Il y a des années, il y a eu une réunion à Nairobi où nombre d'entre nous n'ont pas pu aller. Et créer des hubs, je pense que cela a été une organisation importante à Washington. On travaillait la nuit, on dormait pendant la journée. Cela a été une excellente occasion de créer de nouveaux liens avec les gens et ça a très bien fonctionné.

MATTHEW SHEARS :

Merci Kathy.

Le mot de la fin pour Raoul Plommer.

RAOUL PLOMMER : Je crois que ce qui est important ici, c'est le temps. Il ne faut pas perdre de temps et on ne veut pas être coincé avec un PDP qui va prendre 10 ans avant qu'on puisse faire quelque chose. Il faut commencer par quelque chose qui soit concret et qui ait un impact direct sur le développement durable, c'est-à-dire les déplacements en avion, les émissions de gaz à effet de serre que nous produisons. Avec cela, je suis sûr que l'ICANN pourra rentrer dans des calculs extrêmement complexes, des évaluations très complexes pour voir comment cela a un impact sur les contrats. Mais je pense qu'il faut commencer par des choses simples et concrètes.

MATTHEW SHEARS : Merci beaucoup.

Je m'excuse de la mauvaise gestion de temps que j'ai faite. On n'a pas pu traiter les deux dernières questions. Mais vous avez raison, Kathy, on va y répondre par écrit. Merci à tous. Julf, merci beaucoup. Et cette séance touche à sa fin. Merci. Merci à vous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]